

d'aider à créer de l'emploi. Nous devrions entendre ici des hommes qui peuvent dire comment nous pourrions créer de l'emploi. Je propose, monsieur le président, d'écrire à M. Dave Hayes, de Medicine-Hat, spécialiste en irrigation et homme d'un grand sens pratique qui nous soumettra un programme destiné à créer immédiatement des milliers d'emplois. Ai-je tort de faire cette proposition? N'est-ce pas là notre principal devoir du moment? Tous les autres problèmes ont beaucoup d'importance, je le concède, et je veux qu'aucun membre de la délégation n'aille croire que je mésestime ces problèmes, parce qu'il n'en est pas ainsi.

Le PRÉSIDENT: Il n'en est pas ainsi.

M. MACNICOL: J'approuve leurs propositions; mais c'est plus fort que moi; étant comme je le suis en contact étroit avec des milliers d'employés, hommes et femmes, de l'industrie, et évoquant ce qui s'est passé au lendemain de la dernière guerre, je ne puis souffrir d'être accusé de n'avoir pas sympathisé avec ce programme parce que j'ai fait passer l'autre en premier lieu.

M. CASTLEDEN: Personne ne songe à cela. Le Comité se propose-t-il de siéger cette après-midi?

Le PRÉSIDENT: C'est au Comité d'en décider; naturellement, les délégués sont ici, et en demandant si on avait d'autres questions à poser, je voulais, entre autres choses, savoir si, oui ou non, il plaisait au Comité de siéger cette après-midi.

M. MACNICOL: J'hésite à les laisser partir tout de suite s'ils ont l'intention de revenir cette après-midi. Je veux bien poser mes questions; mais je n'aimerais pas que l'on se méprît sur rien de ce que j'ai dit.

Le PRÉSIDENT: Quel est le désir du Comité; allons-nous continuer cette après-midi, ou voulez-vous prolonger la séance et terminer maintenant l'interrogatoire?

M. CASTLEDEN: Je propose que nous nous réunissions de nouveau cette après-midi.

Le PRÉSIDENT: Très bien, nous nous réunirons de nouveau à 3 heures. *

A une heure cinq de l'après-midi, le Comité s'ajourne à trois heures p.m. aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

La séance est reprise à 3 h. 10 de l'après-midi.

Le PRÉSIDENT: Messieurs, nous continuons. La séance, levée à une heure, est maintenant rouverte. Nous entendrons la suite de l'interrogatoire.

M. PURDY: Monsieur le président, ce matin, M. MacNicol a déposé au compte rendu certains passages d'un éditorial qui a paru dans le *Globe and Mail*, de Toronto. Je pense que, pour rectifier les chiffres du compte rendu, il serait bon de signaler que les renseignements dont s'est servi le *Globe and Mail*, dans cet éditorial, émanaient de la présente administration en Ontario, tandis que les données fournies au Comité par le docteur Weir étaient le résultat d'une enquête d'envergure nationale conduite sous les auspices de l'administration fédérale, qui a l'esprit beaucoup plus large que la présente administration en Ontario.

Le PRÉSIDENT: Je ne crois pas, monsieur Purdy, qu'il soit opportun de parler de ces choses aujourd'hui; remettons plutôt à une date ultérieure. Au moment où une délégation de l'Association des instituteurs comparait devant nous, je pense que nous devrions profiter de la présence de ces représentants pour enten-